

Vœu pour l'arrêt de la privatisation des bus, pour des transports publics accessibles et de qualité

Intervention de Nicolas Bescond

Groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président, Cher·es collègues,

Le vœu que nous souhaitons présenter aujourd'hui concerne **l'arrêt de la privatisation des bus, des transports publics accessibles et de qualité**.

Ce vœu fait suite au **Plan de mobilité en Île-de-France 2030, arrêté par le Conseil Régional en mars dernier** et introduit par la **loi d'orientation des mobilités de 2019**, reprenant en majeure partie le **concept de privatisation**.

Depuis de nombreuses années, les Val-de-Marnaises et Val-de-Marnais et plus globalement les franciliens, font les frais d'une privatisation excessive, à laquelle s'ajoute une **mise en concurrence agressive des transports urbains franciliens**.

A commencer par le service des bus en 2024, les tramways en 2029 puis les RER et les métros à l'année 2039. D'ici 2025, **12 entreprises privées se substitueront progressivement à l'entreprise publique RATP** pour l'exploitation des lignes de bus.

D'ici 2026, il pourrait y avoir jusqu'à **25 entités juridiques différentes** pour exploiter les lignes de RER, de tramways, de transiliens et **jusqu'à 30 d'ici 2039** en y intégrant les métros.

Pourtant, ces transferts répétés de services publics essentiels aux quotidiens des Val-de-Marnaises et des Val-de-Marnais, n'ont démontré **aucune efficacité**.

Bien au contraire, c'est à un triste constat que nous assistons aujourd'hui : celui de la **dégradation de nos services de transports** sur de nombreux secteurs, les coûts engendrés par le processus de privatisations dont **4,9 milliards € à la charge d'Île-de-France Mobilités** pour la reprise en gestion et le développement des infrastructures (bus et dépôts), la **dégradation des conditions de travail du personnel de la RATP** suite au transfert vers des opérateurs privés, les retards et les suppressions répétées dans les transports, les véhicules surchargés, la **hausse des tarifs dans les transports** ou encore le retour à l'automobile individuelle des usagers dans une période d'urgence climatique et environnementale criante.

Pour pallier à cette situation, des solutions existent pour améliorer le quotidien des usagers, proposer des transports publics réguliers et attractifs pour faciliter leur usage et réduire celui de l'automobile lorsque cela est possible.

L'une d'entre elle serait un passage à une régie régionale publique, comme à Marseille où dans de nombreux pays européens.

Ainsi, par ce vœu, nous appelons la Présidente d'Ile-de-France Mobilités à **suspendre la privatisation de toutes les lignes de bus RATP, d'annuler la hausse du Pass Navigo prévue le 1^{er} janvier 2025**, de revoir les contrats avec les opérateurs de bus de grande couronne pour **améliorer la qualité de service**.

Nous demandons à l'Etat de **renforcer les moyens financiers et humains pour retrouver des transports publics de qualité**, fréquents et fiables et au Parlement de permettre à la RATP de poursuivre l'exploitation des lignes.

Enfin, nous exprimons notre entière **solidarité avec les usagers, les salariés, les opérateurs et tous les personnels des transports publics** d'Ile-de-France.

Je vous remercie.

Seul le prononcé fait foi